

Médecine parallèle, zaouïa, rokia et essalihines

A quels spectacles assistons-nous en cette conjoncture faite d'appels au surnaturel, à l'ancestral pour maquiller le réel ? Le pouvoir agonisant croit pouvoir convoquer tous les saints pour effacer ses turpitudes et l'aider à faire oublier ses échecs et faire taire tous les citoyens, nombreux aujourd'hui, qui demandent des comptes.

Renvoyer les citoyens au sacré, aux pratiques ancestrales pour tenter de bénir le présent, ses acteurs et perpétuer son règne sans fin. Rien n'est négligé pour ce faire : zaouïa, charlatanisme, rokia et autres abominations.

Dans cette conjoncture où le secteur médical est malade de ses difficultés sans fin, où, par exemple, le citoyen souffrant de maladie chronique n'arrive pas à se trouver certains médicaments indispensables à sa survie et lorsqu'il les trouve, certains ne sont pas pris en charge par la Sécurité sociale, il s'est trouvé un «représentant du peuple», en l'occurrence un député du parti islamiste Karama pour saisir par écrit Mohamed Aïssa, ministre des Affaires religieuses et des Wakf, lui demandant de faire reconnaître par la loi les cas d'atteintes par les djins et la sorcellerie. Et pour ce faire, le député propose que l'Etat agrée des «roquetes», en fait des exorcistes

légaux. Rien moins que ça et à la Sécurité sociale de rembourser alors les envoûtements et autres sorcelleries.

Notons, et ce n'est pas inutile, que le parti de ce député a pour chef, le patron d'une zaouïa qui a eu «l'honneur» d'être dans la liste des zaouïas blanchisseuses d'anciens ministres. Ce type de requête aurait-il pu s'exprimer si le charlatanisme n'était pas encouragé et son mode opératoire présenté comme une sunna diffusé sur de très nombreuses chaînes TV qui accordent des créneaux horaires fixes et quotidiens à ces «docteurs de la foi» ?

Dans la même veine et avec des conséquences qui pourraient être désastreuses, l'on a vu, très récemment, la promotion d'un certain «médecin» qui a essaimé les chaînes de télévision publiques et privées pour parler de son médicament miracle contre le diabète. Mieux encore, le ministre de la Santé,

Abdelmalek Boudiaf, a reçu en personne ce soi-disant médecin de Constantine, appelé Toufik Zaïlete, qui a eu l'effronterie de déclarer qu'il a refusé le prix Nobel parce que dans le contrat qu'on lui aurait proposé, il lui était demandé de ne pas mentionner qu'il s'agissait d'un médicament «arabe» ! De malheureux patients algériens ont même arrêté l'insuline, mettant en danger leur vie. L'escroquerie aurait pu se poursuivre, n'était le soulèvement de l'Ordre national des médecins et le Syndicat national des praticiens de la santé publique avec de nombreux praticiens qui se sont insurgés contre cette dérive vers laquelle se fourvoie la médecine algérienne et qui pourrait mettre en péril la santé des citoyens.

Avec l'inimaginable retour en grande pompe de l'ancien ministre Chakib Khelil et les honneurs qui lui ont été rendus dans l'aéroport, par lequel on l'a fait fuir il y a trois ans, l'on pensait que le culot des hommes du pouvoir allait s'arrêter là et les réactions indignées des citoyens qui ont envahi les réseaux sociaux pour crier au sandale allaient faire reculer ceux qui ont conçu et

organisé ce retour. Eh bien non. Après l'accueil officiel par le wali d'Oran, les citoyens, atterrés, allaient assister et assistent encore à tout un programme mis au service de celui ayant fait l'objet d'un mandat d'arrêt international lancé par la justice algérienne et renié depuis. Qui mieux que les zaouïas pouvait blanchir celui accusé de détournement de biens publics ? Qui mieux que les zaouïas (elles furent nombreuses à être mobilisées) pour blanchir celui que le secrétaire général du FLN considère comme le meilleur ministre que l'Algérie a eu depuis l'indépendance ? Les ficelles du marketing politique n'ont pas été négligées pour les mettre au service de celui que l'on préparait à un destin national. Cortèges sécurisés et procession de voitures officielles ; incantations et prières pour le sauveur de l'Algérie, interviews surréalistes qui pourraient constituer le modèle à ne pas suivre aux étudiants en journalisme, le tout sous l'œil de caméras transmettant en direct et parfois en boucle les bénédictions données au grand expert, au «mahroug», au «kenz» que l'Algérie a failli perdre. N'étaient les révélations

impromptues de Panama Papers et les comptes offshore de la famille Khelil, l'on continuerait encore à nous gaver des conseils du grand expert international qui se propose, avec assurance et arrogance, de sortir l'Algérie de son marasme économique, juste par «patriotisme» et amour pour le pays. Ce n'est, toutefois, pas terminé. Le pouvoir, comme on le sait, a plus d'un tour dans sa chakra. L'instrumentalisation du religieux par les politiques n'est pas un fait nouveau.

Hormis le Président Boumediène qui n'avait d'ailleurs pas besoin de l'appui de ces confréries dont beaucoup ont été des suppôts du colonialisme, Chadli Bendjedid s'en est largement servi alors que Bouteflika les a tout bonnement intégrées dans sa pratique du pouvoir, les rendant quasiment incontournables par leur bénédiction. Si bien que toutes les avancées enregistrées dans la société par le recul de pratiques obscurantistes font aujourd'hui l'assaut de charlatans appelés, comme vient de le faire le secrétaire général du FLN, «les salihines».

Khedidja Baba-Ahmed

DIABÈTE ET HYPERTENSION ARTÉRIELLE

Les spécialistes déplorent l'absence d'une éducation sanitaire

L'association d'aide aux hypertendus de la wilaya d'Alger a célébré jeudi la journée mondiale de l'hypertension artérielle et du diabète. Selon les médecins ayant intervenu lors de cette journée dédiée à la sensibilisation, le traitement médicamenteux à lui seul est insuffisant. Ils recommandent un programme national d'éducation sanitaire.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - L'idée de mettre en place un programme d'éducation thérapeutique au profit des malades atteints de l'hypertension artérielle et du diabète n'est pourtant pas au stade de projet.

Le ministère de la Santé a déjà annoncé la mise en place d'un programme sanitaire et de formation au profit du personnel médical. Seulement, des spécialistes estiment qu'il n'existe pas encore un vrai programme national. Des initiatives sont mises en place par certains laboratoires pharmaceutiques. Cependant, chacun a établi ses propres programme et méthode.

Rencontré jeudi, lors de la célébration de la Journée mondiale de l'hypertension artérielle et du diabète, le docteur Benachenou Fethi estime que la prévention en Algérie est au stade primaire. Elle est dédiée, dit-il, à l'initiative de quelques médecins mais elle n'est pas établie aux normes scientifiques telles que préconisées par l'OMS et elle n'est pas dirigée vers la prévention.

«Elle ne peut pas être dirigée vers la prévention car nous faisons de la médecine curative, une technique à laquelle nous sommes formés depuis l'université», a indiqué ce médecin. Selon lui, en dépit des orientations de l'OMS qui recommande de ne pas s'occuper seulement de la maladie mais

du malade et de son environnement, l'éducation sanitaire est complètement absente.

Le malade, dit-il, fait objet de renouvellement d'ordonnance systématique, dans la majorité des cas. «Nous ne faisons que subir la tragédie de la maladie en pensant

que les machines et les médicaments nous sauveront. Ceci peut être accepté par le citoyen mais quand des médecins ont aussi cette idée et persistent dans cette voie, c'est grave», a expliqué l'intervenant. Il appelle les autorités à faire de la lutte

contre le sel et le sucre dans les aliments une cause nationale et fixer, à l'instar des autres pays, l'objectif de réduire d'ici dix ans de 5% le taux des malades atteints de diabète et de l'HTA.

S. A.

IL EST LA DEUXIÈME CAUSE DE MORTALITÉ CHEZ LES HOMMES

Le cancer de la prostate touche 5 000 nouveaux cas par an

Le cancer de la prostate touche près de cinq mille nouveaux cas par an en Algérie. C'est le chiffre annoncé, hier, par le professeur Bouzid, chef de service oncologie du CHU Mustapha-Pacha. L'incidence de la maladie qui est actuellement de 20% pour 100 000 habitants va augmenter en raison du vieillissement de la population, préviennent les spécialistes. Ces derniers recommandent un dépistage précoce comme moyen de prévention pour éviter les complications.

Les malades atteints du cancer de la prostate résistant à l'hormonothérapie vont, désormais, bénéficier d'un nouveau traitement. Les laboratoires Sanofi Algérie ont lancé, hier, une nouvelle molécule de chimiothérapie (Jevtana) qui sera bientôt commercialisée par la PCH (Pharmacie centrale des hôpitaux).

Le médicament, expliquaient hier un panel de spécialistes nationaux et internationaux lors d'un symposium, est destiné aux patients qui sont à un stade avancé de la maladie.

Le traitement apporte, selon

eux, des avantages en durée et qualité de vie qui peut aller de 3 à 4 mois. «A ce stade, la maladie est très symptomatique et ce traitement améliore les conditions de vie des malades», assure-t-on.

Le cancer de la prostate est la deuxième cause de mortalité chez les hommes après les maladies cardiovasculaires, a rappelé le professeur Mahfouf. La maladie touche les personnes âgées de plus de 50 ans. «en 2020, nous aurons moins de jeunes et l'espérance de vie va augmenter et les pathologies des personnes

âgées vont apparaître», a-t-il souligné. C'est pourquoi, prévient-on, l'incidence de la maladie qui est actuellement de 20% pour 100 000 habitants va augmenter.

En plus de l'âge, les antécédents familiaux, la consommation de graisses animales et viandes rouges, certaines affections comme la syphilis et le désordre hormonal sont aussi des facteurs de risque.

La maladie est diagnostiquée, explique-t-on, soit par un toucher rectal soit par un prélèvement sanguin (PSA supérieur à 4ng/ml). Il existe aussi des formes symptomatiques qui peuvent alerter telles que la sémiologie urinaire, l'existence de sang dans les urines ou dans le sperme ou des douleurs osseuses lorsque la maladie a atteint un stade avancé.

Selon le professeur Laâraoui, on arrive à diagnostiquer des formes précoces qui permettent une guérison

presque totale. Le traitement dépend du stade de la maladie, soit plus on diagnostique tôt, plus les chances de guérison sont importantes. Selon ce professeur, le cancer de la prostate est la seule forme de cancer qui permet une survie qui dépasse les 10 ans.

Les spécialistes recommandent à chacun un diagnostic à partir de 50 ans pour éviter d'atteindre un stade métastasé. Cependant, lorsqu'il y a des antécédents familiaux, recommande le professeur Bouzid, le dépistage doit se faire à partir de 40 ans.

Le dépistage reste individuel et aucun pays n'a promu un dépistage de masse jusqu'à présent. Il y a quelques mois, il a été prouvé et validé scientifiquement, dit-il, que certains chiens peuvent détecter sur l'odeur de l'urine si une personne est positive au cancer de la prostate.

S. A.